

Interview de Paul Collowald: sa carrière au service de presse de la Commission de la CEE (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

Source: Interview de Paul Collowald / PAUL COLLOWALD, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 27.-28.06.2002. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:11:59, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_paul_collowald_sa_carriere_au_service_de_pr esse_de_la_commission_de_la_cee_sanem_27_et_28_juin_2002-fr-881b374f-d756-4fec-936b-fce06ea43866.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Paul Collowald: sa carrière au service de presse de la Commission de la CEE (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

[Étienne Deschamps] Comment, en 1959, êtes-vous devenu collaborateur de Robert Marjolin au sein du service de presse de la Commission européenne?

[Paul Collowald] Lorsque la naissance de la Communauté économique européenne, pour faire court, le Marché commun, démarre à Bruxelles avec l'Euratom, nous sommes donc dans l'année 1958 où, pratiquement, il ne se passe pas encore grand-chose. C'est la mise en place de l'administration et moi je suis à Luxembourg. Mais un beau jour, je reçois un coup de fil de Bruxelles qui me dit: «Voilà, on met en place un dispositif d'information à Bruxelles. Toi tu es à Luxembourg dans un service qui est à peine créé, etc. À un moment donné, nos autorités, nos responsables ont sans doute à se poser la question: qui fait quoi, comment? Ah, j'ai dit: bon, et bien et alors? Oui, on te téléphonera parce qu'on est en train de réfléchir à Bruxelles sur la manière dont il faut résoudre, pour le Marché commun et l'Euratom, la question des relations avec la presse. Un minimum de communiqués, que fait-on, à quoi ça sert et il faut une certaine coordination avec la C.E.C.A. qui est l'aînée, qui a ses propres activités et en même temps on s'adresse aux mêmes six pays, c'est la même aventure. Alors, on est en train de réfléchir. Peut-être que tu devrais faire un saut à Bruxelles pour y participer.» Bon.

Alors, à Bruxelles on m'explique un peu qu'il y a deux réflexions qui cheminent. Je vais oublier Euratom mais enfin ça sera un peu le même schéma parce que c'est plus spécialisé. Alors, prenons la Commission de Walter Hallstein qui est quand même à l'origine, j'allais dire, de la Commission qui existe encore aujourd'hui. C'est la suite. Et là, il y a deux écoles. Ça peut arriver dans toutes les disciplines, en médecine, en droit et en matière d'information de relations avec les médias. Une école qui dit: «Voilà, nous avons neuf commissaires, le président, deux ou trois vice-présidents, c'est un collège.» C'était la définition, le collège, la Commission présidée par Walter Hallstein. Alors, on peut attacher, je prends le mot classique presque, un attaché de presse, on peut le mettre dans le cabinet du ministre ou ce qui correspond au commissaire et puis il aura les relations avec la presse comme un attaché de presse. Ou bien c'est une équipe, le groupe, le service du porte-parole qui parle au nom d'un collège. Il y avait donc un double problème. Le collège-équipe et l'organisation au niveau de la presse. Et ils n'avaient pas encore tranché. J'ai dit: «Bon, ben on verra.» Et moi, je retourne à Luxembourg. Je fais mon travail, etc. et puis un beau jour, du cabinet de Robert Marjolin, qui était le vice-président français, on me dit: «Voilà, le président Hallstein, le vice-président Mansholt, qui était l'autre vice-président, et le vice-président Marjolin, finalement, s'orientent vers un service du porte-parole, relativement réduit, qui serait au service du collège. Mais, avec une répartition des tâches normale, le vice-président français a besoin plutôt d'un Français qui connaît bien la France, la presse française mais qui va faire son travail aussi pour les autres journalistes pour expliquer ce qu'il fait. Il est responsable de l'économie, de la monnaie, de la conjoncture. Mansholt, il expliquera ce qu'est la politique agricole commune mais il s'attachera plus particulièrement à la personne de Mansholt, mais en même temps à la relation avec la Direction générale de l'agriculture. C'est un peu le schéma.

Ah, je dis: «Bon. » «Eh bien, le vice-président Marjolin se souvient d'un certain Paul Collowald qu'il a lu pendant des années dans "Le Monde". C'était d'ailleurs quelquefois assez intéressant parce que "Le Monde" n'était pas très européen et il y avait une tonalité intéressante. Où est-il passé?» Ah, alors, il dit: «Ben, il est à Luxembourg.» «Mais», il dit, «ce n'est pas le même, ce n'est pas possible. Il était le correspondant du "Monde", qu'est qu'il ferait...? Je ne veux pas citer tous les quotidiens luxembourgeois éminents, mais ce n'est pas tout à fait..., c'est assez curieux.» Il dit: «Non, non, mais il est chez Jacques Rabier au service d'information.» Alors bon, tout le monde se connaissait, le commissariat au plan et finalement Robert Marjolin m'a piqué chez Jacques Rabier auquel on a dû expliquer: «Bon, écoutez, Paul Collowald a envie de retrouver ses amis journalistes de l'autre côté de la barrière et il va devenir le porte-parole de Robert Marjolin au sein d'une équipe qu'on est en train de constituer.» C'est ainsi que, je ne suis pas resté très longtemps à Luxembourg, je suis parti pour Bruxelles. On a commencé à travailler dès le printemps mais j'étais officiellement nommé au mois de novembre 59 où on a mis au point ce qui est devenu le service de presse qui a fonctionné pendant très longtemps avec une langue de travail qui a été négociée avec les journalistes en toute amitié. À nos amis belges on a dit: «Écoutez, franchement le porte-parole, c'était un diplomate italien, Giorgio Mocchina, il parle français, ce n'est pas sa langue maternelle. On ne va pas

commencer à parler des problèmes de flamand, de ceci et de cela. Par consensus, la langue de travail sera le français.» Bien.

Et puis ça a bien marché, on était cinq, on était dix, on a créé ce service de presse et rapidement c'est la presse allemande qui, compte tenu de sa structure, était la plus nombreuse quantitativement mais aussi qualitativement extrêmement intéressante et ça m'a permis d'améliorer mon allemand puisque je parlais une partie de la journée allemand avec les journalistes allemands dans mon bureau. Ça complétait ce que l'on disait en salle de presse pour lequel vous avez quelquefois une connaissance du français passive, comme on dit. Et ceci a permis pendant de nombreuses années d'avoir en salle de presse le français comme langue de travail. C'était évidemment pour nos amis italiens, néerlandais, allemands quelquefois un peu difficile mais ça se faisait dans un bon esprit. On était plurilingue les uns et les autres. Certains parlaient anglais, d'autres italien et ce service s'est développé et nous avons ainsi pu rendre service aux présidents successifs puisqu'après Walter Hallstein il y a eu Jean Rey, le président belge, ensuite un Italien, Malfatti, ensuite le Français Ortoli.

Chaque fois il y a eu des variantes et j'ai eu l'honneur et le plaisir, allez, utilisons une formule un peu malicieuse, d'être pendant quelques mois le porte-parole du vice-président allemand, Haferkamp, car lorsqu'est venu l'élargissement, le président de la Commission était un Français, François-Xavier Ortoli. Donc plus de vice-président qui s'occupe de l'économie, de la finance, etc. Et c'est Willy Haferkamp, le commissaire vice-président allemand, qui était devenu responsable de l'économie, de la monnaie, etc. Et c'est évidemment le secteur que les Allemands suivaient le plus. Alors, délicatement son chef de cabinet m'a téléphoné en disant: «Est-ce que vous ne seriez pas prêt à venir?», car c'était le premier cas où un commissaire d'une nationalité n'avait pas un porte-parole de la même nationalité. Mais le hasard étant ce qu'il est, comme je parlais bien l'allemand, ça fonctionnait très bien et pendant plusieurs mois j'ai été au fond, j'ai poursuivi avec les journalistes accrédités ce que je faisais avec Robert Marjolin et ensuite avec Raymond Barre, les deux vice-présidents français, puisque Raymond Barre a succédé à Robert Marjolin. J'ai fait mon travail dans ce secteur et les autres péripéties de l'élargissement ont fait que la Direction générale de l'information, qui était devenue elle autonome, une Direction générale qu'avait alors ensuite dirigée Jacques Rabier lorsque tout ça a été mis en place au fil des années.

Il y avait donc trois, successivement, il y avait eu trois porte-paroles pour les trois exécutifs. C'était à l'époque le langage, la C.E.C.A., le Marché commun et l'Euratom. Ensuite, ça a été fusionné et restait un seul service du porte-parole et une seule Direction générale de l'information. Et à ce moment-là on m'a demandé d'aller comme directeur à l'information. Donc, j'ai quitté mes amis les journalistes, où j'ai retrouvé chaque jour au point de presse, pour m'occuper alors d'un autre problème de l'information européenne qui était celui d'essayer d'être relayé dans chacun de nos pays par des bureaux qui se trouvaient à Paris, à Bonn, etc. Ce qui est aussi un gros travail qui dans certaines circonstances n'a pas été facile puisqu'avec mon propre pays, à certaines périodes, on admettait difficilement, notamment à l'époque du général de Gaulle, qu'on fasse de l'information en France, aussi avec Michel Debré qui avait là-dessus des idées très précises, parce qu'apparemment la République était en danger si Bruxelles faisait de l'information en France.

Alors, sous cette formule un peu rapide nous avons eu à résoudre des problèmes très intéressants en 78 et 79, aux premières élections européennes pour essayer de dire: «Mais l'Europe, ça existe même chez vous.» Et ça a été les premières tentatives de montrer comment les différents fonds régionaux, agricoles, les fonds sociaux avaient un impact direct sur la création d'emplois, sur les changements qui devaient se faire dans la société et c'est ainsi qu'effectivement tout au long de ces années je suis resté à la fois très proche de mes origines de journaliste, puisque j'en connaissais les techniques, et en même temps avec une autre mission c'est de vulgariser, ce qui est aussi une belle discipline parce que si on veut simplifier quelquefois on déforme. Mais si on est dans un jargon technique, on ne se fait pas comprendre.